L'ENQUÊTE DU DUC DE BEAUVILLIER

« La connaissance du dedans du royaume devant faire une partie fort importante de l'instruction de M. le duc de Bourgogne je vous prie très humblement, Monsieur, de m'envoyer vers la fin de l'année un mémoire ample et détaillé en réponse aux articles du petit mémoire que je joins à ce billet[1]. »

Ainsi commence la lettre adressée aux intendants par le duc de Beauvillier[2] le 12 février 1697. Les représentants du roi en province ne pouvaient être surpris par une telle démarche car, depuis au moins le ministériat de Richelieu, la monarchie avait lancé de grandes enquêtes administratives à l'échelle du royaume. Les mémoires ainsi réunis s'inscrivent dans une tradition d'enquête que la monarchie organisa pour mieux connaître les ressources du royaume[3].

Des premières enquêtes de la monarchie à 1697

Sous le règne de Louis XIII, l'on peut citer en 1630 la sollicitation des intendants faite par le surintendant général des finances, le marquis Antoine Coëffier de Ruzé d'Effiat, afin d'obtenir des états très précis des généralités. Il ne subsiste malheureusement que quelques lambeaux de cette investigation dont l'on conserve toutefois les résultats pour la Guyenne[4]. Parvenu au poste de contrôleur général des finances, Jean-Baptiste Colbert multiplia de telles enquêtes au début

1. Cité dans *Bulletin de la Société d'émulation du Bourbonnais*, 1907, p. 191.

2. Paul de Beauvillier (24 octobre 1648-31 août 1714) fut premier gentilhomme de la chambre du roi en 1671, chef du Conseil royal des finances en décembre 1685, gouverneur du duc de Bourgogne en août 1689, du duc d'Anjou en août 1690 et du duc de Berry en août 1693. Il avait épousé, en janvier 1671, Henriette Louise Colbert, fille du contrôleur général des finances. Georges Lizerand, *Le duc de Beauvillier, 1648-1714*, Paris, 1933.

3. Hervé Hasquin, « Sur les préoccupations statistiques en France au XVII[e] siècle », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1971, p. 1100-1101.

4. Arthur Michel de Boislisle, « La circulaire d'Effiat, 27 avril 1630 », *Revue des sociétés savantes des départements*, 1881, p. 176 ; Bibl. nat. Fr., Fr. 24056, *Estat des parroisses quy sont dans l'estendue de chacune eslection de la généralité de Bordeaux, contenant le nombre des feux et le revenu des dittes parroisses, le nom et revenu des ecleziatiqs (sic), nobles et rotturiers…, par M. Claude de Chazaut, secrettaire de la Chambre du roy aux commandemens de monseigneur le mareschal d'Effiat*.

du règne personnel du Roi-Soleil, notamment en 1664-1666[5]. La liste des points que les représentants du roi devaient présenter annonce celle de l'enquête de 1697 : description de la province, tableau de l'Église, de la noblesse, justice, finances, villes, économie. L'enquête lancée par Pontchartrain en octobre 1694 permit l'établissement de la capitation[6]. Leurs successeurs aux finances firent de même jusqu'à la chute de l'Ancien Régime[7]. À la fin du XVII^e siècle, le duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV, devait être le destinataire d'une vaste enquête conçue par son entourage. En effet, âgé alors de 14 ans et demi, le jeune prince ne pouvait être à l'origine du questionnaire comme l'ont affirmé successivement le père jésuite Isaac Martineau, son confesseur, en 1712[8], Henry de Boulainvilliers en 1727[9] ou l'abbé Liévin-Bonaventure Proyart en 1778[10]. Les promoteurs de l'enquête ont sans doute été Fénelon, archevêque de Cambrai et précepteur du duc de Bourgogne selon Louis Trénard, ou Louis de Pontchartrain, le secrétaire d'État à la Maison du roi, selon l'historien américain John Rule. Avec le duc de Beauvillier, gouverneur du duc, ses deux sous-gouverneurs, M. de Denonville[11] et M. de Saumery[12], ils constituent l'entourage proche du prince héritier[13].

5. Louis Trénard, *Les mémoires des intendants pour l'instruction du duc de Bourgogne (1698). Introduction générale*, Paris, 1975, p. 14-15 ; Edmond Esmonin (éd.), *Jean-Baptiste Voysin de La Noiraye. Mémoire sur la généralité de Rouen (1665)*, Paris, 1913. Pour la Guyenne, on lira Christophe Blanquie, *Une enquête de Colbert en 1665. La généralité de Bordeaux dans l'enquête sur les offices*, Paris, 2012. Pour la Bretagne, Philippe Jarnoux, Pierrick Pourchasse et Gauthier Aubert (éd.), *La Bretagne de Louis XIV,* Mémoires *de Colbert de Croissy (1665) et de Béchameil de Nointel*, Rennes, 2016.

6. Sur la capitation, outre les travaux de François Bluche et Jean-François Solnon, lire Jean-Philippe Cénat, « La genèse et l'élaboration de la capitation de 1695 : le rôle décisif de Chamlay, conseiller militaire de Louis XIV », *Histoire, économie et société*, 2011, p. 29-48.

7. Pour le XVIII^e siècle, il faut évoquer les enquêtes sur les grains et les bestiaux de 1716, celles sur les mines de 1741, 1764 et 1783, celles sur les foires de 1755, 1764, 1768, 1779, 1788, celles sur les salaires et la mendicité de 1724, celles sur les clôtures de 1766, 1768 et 1787, etc. Lucien Bély (dir.), *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, Paris, 1996, p. 492-493.

8. Isaac Martineau, *Recueil des vertus de Louis de France, duc de Bourgogne et ensuite Dauphin*, Lyon, 1712, p. 197.

9. Henri de Boulainvilliers, *État de la France…*, Londres, 1727, t. I, p. xliii.

10. Liévin-Bonaventure Proyart, *Œuvres complètes*, Paris, 1819, t. VII, p. 269.

11. Jacques-René de Brisay, marquis de Denonville (10 décembre 1637-22 septembre 1710), colonel de dragons en 1675, général de brigade en 1693, gouverneur de la Nouvelle-France de 1685 à 1689, nommé sous-gouverneur en août 1689. Thérèse Prince-Falmagne, *Un marquis du Grand Siècle, Jacques-René de Brisay de Denonville, gouverneur de la Nouvelle-France, 1637-1710*, Montréal, 1965.

12. Jacques-François de Johanne de Lacarre (27 décembre 1651-8 février 1730), comte, puis en 1709 marquis de Saumery, baron de Chamerolles. Il fut colonel du régiment Royal-Roussillon-Cavalerie, brigadier de cavalerie le 9 février 1709 ; gouverneur et grand bailli de Blois, gouverneur et capitaine du château de Chambord, gouverneur des îles de Lérins en 1722 ; sous-gouverneur des ducs de Bourgogne, d'Anjou et de Berry. Auguste Jal, *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire : errata et supplément pour tous les dictionnaires historiques d'après des documents authentiques inédits*, Paris, 1867, p. 1105.

13. Madeleine Daniélou, *Fénelon et le duc de Bourgogne. Étude d'une éducation*, Paris, 1955 ; Pascale Mormiche, *Devenir prince : l'école du pouvoir en France. XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris, 2009, p. 59-60.

La structure de l'enquête de 1697

Chacun des trente-deux intendants du royaume reçut des instructions précises accompagnées d'un questionnaire général[14] et d'un rapport modèle concernant l'Auvergne. Le duc de Beauvillier demandait une réponse appliquée à la situation de chaque lieu, même s'il souhaitait que les dix-neuf thèmes proposés soient présentés afin de garantir une information uniforme au futur souverain.

En effet, le projet s'expliquait par trois enjeux majeurs :

– instruire sur l'état exact du royaume celui qui était appelé un jour à régner ;

– identifier la situation réelle d'un pays en proie à de graves crises économique et sociale depuis 1693-1694 ;

– présenter les potentialités humaines et économiques de manière plus précise, ce qui ouvrait la voie aux enquêtes statistiques du XVIII[e] siècle[15].

Si, selon Jean Boissière et Claude Michaud, les mémoires sur l'Orléanais et le Hainaut sont très nettement inspirés du modèle auvergnat[16], la mise en parallèle avec le mémoire de Guyenne montre que Bazin de Bezons n'a pas strictement suivi le mémoire de l'intendant d'Auvergne Lefèvre d'Ormesson. Bien que les phrases introductives de quelques rubriques reprennent presque mot à mot le mémoire proposé en modèle (similitude notée par une *), beaucoup s'en éloignent comme l'indique le tableau comparatif ci-joint :

Mémoire Auvergne	Mémoire Guyenne
*Situation** La généralité d'Auvergne est scituée entre le Bourbonnais, la Marche, le Limousin	*Situation** La généralité de Bourdeaux fait partie du gouvernement de Guienne et Gascogne ; elle est sçituée
*Limites** Ainsy, elle confine avec le Languedoc	*Limites** Elle confine avec la généralité de la Rochelle
Les rivières La rivière d'Allier qui prend sa source	*Les rivières* Je croy avant d'expliquer ce qui concerne la généralité de Bourdeaux qu'il est bon de marquer le cours des principalles rivières navigables qui la traversent par ce qu'il y en a beaucoup.

14. « Mémoire envoyé à tous les intendants par M. le duc de Beauvillier pour y répondre article par article et servir d'instruction à M[gr] le duc de Bourgogne », texte intégral dans Louis Trénard, *op. cit.*, p. 90-91.

15. Bertrand Gille, *Les sources statistiques de l'histoire de France : des enquêtes du XVII[e] siècle à 1870*, Genève, 1964, p. 43-44 ; Louis Fontvieille, « Les premières enquêtes industrielles de la France, 1692-1703 », *Économies et sociétés. Cahiers de l'ISEA*, 1969, p. 1092.

16. Jean Boissière et Claude Michaud, *L'intendance d'Orléans à la fin du XVII[e] siècle. Édition critique du mémoire « pour l'instruction du duc de Bourgogne »*, Paris, 1989, p. 331-332.

*Transition**	*Transition**
On peut considérer l'Auvergne par rapport au gouvernement ecclésiastique, au gouvernement militaire, à la justice et aux finances	On peut considérer la généralité de Bordeaux par raport au gouvernement ecclésiastique, à celuy militaire, à la justice, et aux finances.
*Histoire**	*Histoire**
Auparavant d'entrer dans le détail, il n'est pas hors de propos de dire qu'anciennement l'Auvergne était possédée par des comtes	Je croy qu'il n'est pas hors de propos d'expliquer que la Guyenne ayant été longtemps possédée par des ducs
État ecclésiastique	*État ecclésiastique*
La province d'Auvergne est divisée en deux évêchés	L archevesché de Bordeaux est très ancien
*Gouvernement militaire**	*Gouvernement militaire**
M. le duc de Bouillon est gouverneur de la province et a sous luy deux lieutenans généraux	M. le Duc de Chevreuse, gouverneur de Guienne et de la Gascogne
Justice	*Justice*
Toute l'Auvergne est du ressort du parlement de Paris	Il y a un Parlement à Bordeaux qui fut étably en l'année 1462 par Louis unze
Finances	*Finances*
L'Auvergne est divisée en six élections générales	Je crois devoir commencer d'expliquer qu'il y a une cour des aydes à Bordeaux

Les mémoires furent transmis à la Cour durant l'hiver 1697-1698 ou au cours du printemps 1698 ; celui de la Guyenne, dont il sera question, le fut certainement au début de l'été 1698. Seul fait exception celui du Roussillon, l'intendant Raymond de Trobat étant décédé au cours de la rédaction. Très vite, le chancelier, les secrétaires d'État demandèrent des copies et il est très vraisemblable que l'ensemble des généralités disposèrent d'une collection complète. Des particuliers, des dignitaires du royaume, des magistrats, des ecclésiastiques firent recopier le texte, ce qui aboutit à une multiplicité de versions de qualité plus ou moins égale. Convaincus de la richesse mais aussi des lacunes de ces rapports, les ministres demandèrent aux intendants d'actualiser les informations. Le mémoire sur le Béarn fut complété en 1700 par François Guyet, celui sur la Guyenne en 1715 par Urbain-Guillaume de Lamoignon de Courson[17].

Dans l'esprit de ses concepteurs, l'enquête de 1697 devait rester confidentielle. « Ce que vous m'envoyerez n'est point pour devenir public, au contraire, écrivait Beauvillier, ainsy j'espère que vous voudrez bien mettre les choses au

17. Nelly Carruette, *Mémoire de Monsieur de Courson sur la généralité de Guyenne en 1715*, mémoire de maîtrise sous la dir. de Philippe Loupès en collab. avec Michel Figeac, Bordeaux, 2001. Des extraits de ce mémoire sont publiés en annexe.

naturel[18]. » Mais la multiplication des copies, mêmes réservées aux cercles étroits du pouvoir, devait avoir raison de cet impératif. Boulainvilliers, qui put en obtenir un exemplaire au début du XVIII^e siècle, les livra au public en déversant son acrimonie sur les intendants de province, représentants d'un absolutisme exécré. « Quelles furent peu à peu ma surprise et mon indignation, écrit-il dans la préface de 1727, quand le mémoire de la généralité de Paris et ceux des autres provinces à la suite, me firent connoître l'incapacité ou la négligence de ceux qu'on avoit chargéz de l'exécution d'un si beau projet[19]. » Tout en dénonçant les trois défauts majeurs de cette enquête, incapacité, inapplication et prévention, il devait fournir aux lecteurs éclairés ce beau tableau dont le duc de Bourgogne, trop tôt disparu, ne put tirer profit.

18. Cité par Louis Trénard, *op. cit.*, p. 89.

19. Henri de Boulainvilliers, *op. cit.*, t. I, p. ii. Jugement tout à fait justifié pour la Touraine, François Lebrun, « Les grandes enquêtes statistiques des XVII^e et XVIII^e siècles sur la généralité de Tours (Maine, Anjou, Touraine) », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, t. LXII, n° 2, 1965, p. 340-341.

BAZIN DE BEZONS ET L'ENQUÊTE DE 1697-1698

Pour mener à bien la vaste enquête qu'il avait lancée, le duc de Beauvillier put compter sur un réseau d'administrateurs remarquables mis en place progressivement par la monarchie. Après la suppression des intendants au moment de la Fronde, le cardinal Mazarin les avait rétablis et Colbert, comme contrôleur général, avait renforcé progressivement leur rôle depuis qu'il avait remplacé le chancelier comme interlocuteur privilégié des commissaires départis dans les provinces pour les ordres de Sa Majesté[20]. Comme beaucoup de ses collègues, Louis Bazin de Bezons appartient à une famille en phase d'ascension sociale, lui et ses proches connaissant une carrière tout à fait brillante. Administrateur doué, il a pu, dans des conditions difficiles à déterminer, mener à bien son enquête pour rendre un mémoire particulièrement élaboré, quoique imparfait.

Une famille de robe

Bazin de Bezons appartient à une famille qui connaît une ascension sociale continue par le biais des offices de justice et de finance, que ce soit du côté paternel ou du côté maternel. Son arrière-grand-père est le premier membre de la famille qui sort de l'anonymat puisque c'est avec lui que le père Anselme de Sainte-Marie commence la généalogie du lignage[21]. Claude Bazin, seigneur de Fayel, médecin d'origine champenoise et docteur régent à la faculté de médecine de Paris, avait épousé en 1580 Marie Chanterel, fille de Guillaume Chanterel, seigneur de Bezons et de Champigny, et de Madeleine Guiberteau. Anobli par Louis XIII en 1611, Claude Bazin de Bezons perpétua les origines de sa famille, marchands de toile à Troyes, à l'enseigne des Trois-Couronnes, qui fut reprise dans le blason familial. Son grand-père, prénommé aussi Claude, seigneur de Bezons, s'était orienté vers la carrière financière en devenant trésorier de France

20. Olivier Chaline, *Le règne de Louis XIV*, Paris, 2005, p. 177-178.

21. Anselme de Sainte-Marie, *Histoire généalogique et chronologique de* la *Maison royale de France, des pairs, des grands officiers de la Couronne et de la Maison du roy*, 3e éd., Paris, 1733, t. VIII, p. 682-683.

au bureau des finances de Châlons-en-Champagne, dans la province où la famille puisait ses origines. Il avait réussi un brillant mariage, le 9 février 1616, avec Suzanne Henriette Talon, fille d'Omer Talon (1538-1618), chancelier de la reine Marguerite de Navarre, conseiller d'État, échevin de Paris en 1595[22], et sœur du célèbre avocat général. Par ce mariage, les Bazin côtoyaient désormais la haute robe parisienne. Le père de l'intendant est la personnalité la plus célèbre de la famille. Claude Bazin, seigneur de Bezons, né en 1617 et mort le 20 mars 1684, mena en effet une double carrière administrative et intellectuelle. Sur le plan administratif, après avoir été avocat au Grand Conseil en 1639, intendant d'armée en Catalogne en 1648 et conseiller d'État la même année, il avait été en charge de la généralité du Soissonnais jusqu'à 1650[23] puis, de 1653 à 1673, de celle du Languedoc où il s'était fait remarquer par ses talents lors de la vérification de la noblesse lancée par Colbert mais également dans la réforme des universités de Montpellier et de Toulouse[24]. Parallèlement, et bien que n'ayant écrit que quelques pièces et discours, il fut reçu membre de l'Académie française en 1643 au fauteuil numéro un, celui du chancelier Séguier lui-même[25]. Dans la galerie de portraits qu'il écrit sur les gens de lettres de son temps, Jean Chapelain se montre pour le moins dubitatif sur les qualités de Bazin de Bezons : « On n'a jamais rien vu de lui par écrit, mais […] on l'a entendu comme avocat général au Grand Conseil parler élégamment et fortement en toutes rencontres, le Parisien l'emportant beaucoup sur le Gascon[26]. »

Du côté maternel, le processus de l'ascension sociale est également très visible. Le 13 novembre 1641, Claude Bazin avait épousé Marie Targer, fille d'un secrétaire du roi, Louis Targer, et de Geneviève Goulas[27]. Son beau-père, mort très riche en 1643[28], était le fils de Valentin Targer, un bourgeois marchand, échevin de Paris en 1598[29], et de Catherine Gobelin. La famille Goulas était, elle aussi, très impliquée dans la gestion des deniers du roi puisque le père de Geneviève, Jehan Goulas (1556-1613), seigneur de La Mothe et de Cousternois en Brie, était trésorier des Ligues suisses (1586), secrétaire du roi et trésorier de l'ordinaire

22. Alexandre Tuetey, *Registres des délibérations du bureau de la ville de Paris*, Paris, 1902, p. 156.

23. Jean-Paul Charmeil, *Les trésoriers de France à l'époque de la Fronde. Contribution à l'histoire de l'administration financière sous l'Ancien Régime*, Paris, 1964, p. 389, en fait un intendant d'armée en poste en Berry en août 1650. Gérard Hurpin n'a relevé qu'une seule trace de son activité à Soissons, en juin 1648. Gérard Hurpin, *L'intendance de Soissons à la fin du XVII^e siècle. Édition critique des mémoires « pour l'instruction du duc de Bourgogne »*, Paris, 2010, p. 91.

24. Dom Devic et dom Vaissete, *Histoire générale de Languedoc*, Osnabrück, 1973 (réimpr.), vol. XIII, p. 356-357 ; Florentin Astre, « Les intendants du Languedoc. IV. Bazin de Bezons 1653-1673 », *Mémoires de l'Académie impériale des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, t. VI, 1868, p. 20-55.

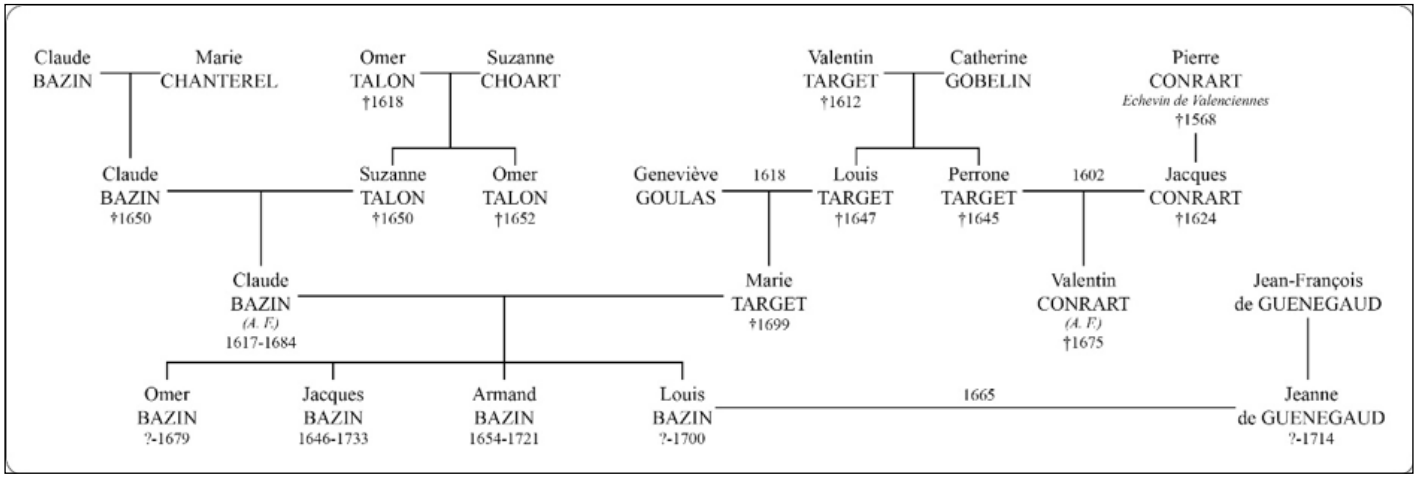
25. Il y siégea aux côtés du secrétaire perpétuel de l'Académie, Valentin Conrart, par ailleurs secrétaire du roi, qui était le neveu de son beau-père Louis Targer. Paul Pellisson et Pierre-Joseph d'Olivet, *Histoire de l'Académie françoise. Depuis l'établissement de l'Académie jusqu'à 1652*, Paris, 1743, p. 350, 383-384.

26. Jean Chapelain, *Opuscules critiques*, Alfred C. Hunter (introd.), Paris, 1936, p. 363.

27. Louis-Charles de Méricourt, *Tableau généalogique, historique, chronologique, héraldique et géographique de la noblesse…*, Paris, 1789, p. 411-412.

28. Nicolas Schapira, « Occuper l'office. Les secrétaires du roi comme secrétaires au XVII^e siècle », *RHMC*, n° 51-1, 2004, p. 36-61.

29. Alexandre Tuetey, *op. cit.*, p. 545.



Généalogie des Bazin de Bezons.

des Guerres[30]. Quant à la belle-sœur de l'académicien, Louise Targer, elle était mariée à Charles Le Noir, président de la cour des aides[31].

Une génération au service du Roi-Soleil

À la génération de l'intendant, la famille Bazin va voir plusieurs de ses membres atteindre des responsabilités très importantes, insérant l'intendant de Bordeaux dans un réseau proche du pouvoir, que ce soit sur le plan militaire ou religieux. L'intendant avait trois frères. Le moins connu, prénommé Omer, avait été reçu chevalier de l'ordre de Malte en 1661 et était mort en mer, en 1679, à bord du vaisseau *Le Conquérant* au large de Belle-Île-en-Mer. Jacques, né à Paris le 14 novembre 1646 et mort dans la même ville le 22 mai 1733, avait effectué une brillante carrière militaire. Après avoir combattu en Candie auprès du duc de La Feuillade en 1668-1669, puis avoir réprimé des révoltes en Vivarais en 1670, il était devenu capitaine de cuirassiers en 1671, avant d'être promu en 1675 mestre de camp puis brigadier en 1688. Revenu des opérations militaires en Palatinat, il s'était marié, le 18 mai 1694, avec Marguerite Le Ménestrel, fille d'un grand audiencier de France, Antoine Le Ménestrel de Hauguel, et de Marguerite Berbier Du Mets. Le couple devait avoir trois garçons et quatre filles. Nommé gouverneur de Gravelines en 1700, Jacques reprit du service pendant la guerre de Succession d'Espagne où il combattit en Italie avec vaillance. Il fut récompensé de ses loyaux services en étant nommé lieutenant général en 1702, puis maréchal de France le 5 mai 1709, avant de devenir, en 1710, chevalier de la Toison d'or. Le couronnement de sa carrière eut lieu, en 1715, après la mort du Roi-Soleil, lorsqu'il devint membre du Conseil de régence[32]. La trajectoire du dernier frère n'en est pas moins brillante : Armand, né le 12 décembre 1654 à Montpellier pendant que son père était intendant de Languedoc et mort à Gaillon le 8 octobre 1721, s'était engagé dans la carrière ecclésiastique après avoir été agent général du clergé à partir de 1680. Il avait été promu évêque d'Aire en Gascogne de 1685 à mars 1698, date à laquelle il avait été élevé au siège archiépiscopal de Bordeaux où son frère était alors intendant. Il y resta jusqu'en avril 1719, puis devint archevêque de Rouen, charge qu'il exerça jusqu'à son décès[33].

30. Noémi Hepp, *Mémoires et autres inédits de Nicolas Goulas : gentilhomme ordinaire de la chambre du duc d'Orléans*, Paris, 1995, p. 51. Les Goulas étaient alliés aux Sublet, famille d'importants serviteurs de l'État.

31. Nicolas Schapira, *Un professionnel des lettres au XVII^e siècle. Valentin Conrart : une histoire sociale*, Seyssel, 2003, p. 52.

32. Louis Moréri, *Le grand dictionnaire historique ou le mélange curieux de l'histoire sacrée et profane*, Paris, 1759, t. II, p. 229-230.

33. Armand Jean, *Les évêques et archevêques de France depuis 1682 jusqu'en 1801*, Paris, 1891, p. 71, 123, 339 ; Pie Boniface Gams, *Series episcoporum Ecclesiae catholicae quotquot innotuerunt a beato Petro apostolo*, Ratisbonne, 1873 ; Bernard Peyrous, *La Réforme catholique à Bordeaux (1600-1719)*, Bordeaux, 1995, p. 729-731.

La destinée des filles n'en est pas moins enviable. Suzanne Henriette (1648-1699) avait en effet épousé Louis Leblanc, conseiller à la cour des aides, puis intendant de Rouen. Le couple eut plusieurs enfants promis à de brillantes carrières. Charles Leblanc (1669-1728), conseiller au parlement de Metz, intendant d'Auvergne (1704), puis de Flandre maritime (1708), finit sa carrière comme secrétaire d'État à la Guerre du 24 septembre 1718 au 1er juillet 1723, puis, après une disgrâce, du 19 juin 1726 à sa mort[34]. Denis Alexandre Leblanc (1674-1745) fut évêque de Sarlat de 1722 à sa mort. Quant à François César (1672-1746), il fut lui aussi prélat, occupant le siège d'Avranches de 1720 à son décès. La dernière fille de l'intendant, Marie Bazin (1658-août 1729) devint en août 1710 prieure du couvent des bénédictines de Notre-Dame de Paris[35].

Quant à Louis, dont on ignore la date de naissance, il poursuivit une carrière brillante dans l'administration du royaume. Conseiller au parlement de Metz en 1665-1666, puis au parlement de Paris en 1668, il devint maître des requêtes en 1674, commissaire pour les affaires des aides en 1677-1678 et conseiller d'État en avril 1686[36]. Il avait participé comme rapporteur à l'affaire des Poisons, témoignage de la confiance de Colbert[37]. Il exerça successivement dans trois généralités[38], d'abord celle de Limoges en octobre 1678 puis celle d'Orléans en janvier 1681[39]. Il y suivit les dossiers concernant l'aménagement de l'Allier, de l'Eure et du Cher, les travaux de réfection des chemins en vue du séjour du roi à Chambord en 1682[40]. Enfin, il obtint, en mars 1686, la charge de Bordeaux, qu'il exerça jusqu'à sa mort le 9 septembre 1700 à 3 heures du matin[41]. Marié à Paris, le 7 mars 1665, à Jeanne de Guénégaud, fille de Jean-François de Guénégaud, sieur Des Brosses, maître en la chambre des comptes, et de Marie Gargan, il n'eut pas d'enfants[42].

34. Arnaud de Maurepas et Antoine Boulant, *Les ministres et les ministères du Siècle des lumières*, Paris, 1996, p. 181-182.

35. Le couvent des bénédictines du Bon-Secours avait été fondé rue de Charonne en 1648 par Claude de Bouchavanne. Félix Lazare et Louis Lazare, *Dictionnaire administratif et historique des rues de Paris et de ses monuments*, Paris, 1844, p. 126-127.

36. Anette Smedley-Weill, *Les intendants de Louis XIV*, Paris, 1995, p. 39.

37. Arlette Lebigre, *L'affaire des poisons : 1679-1682*, Bruxelles, 2001, p. 72, 101.

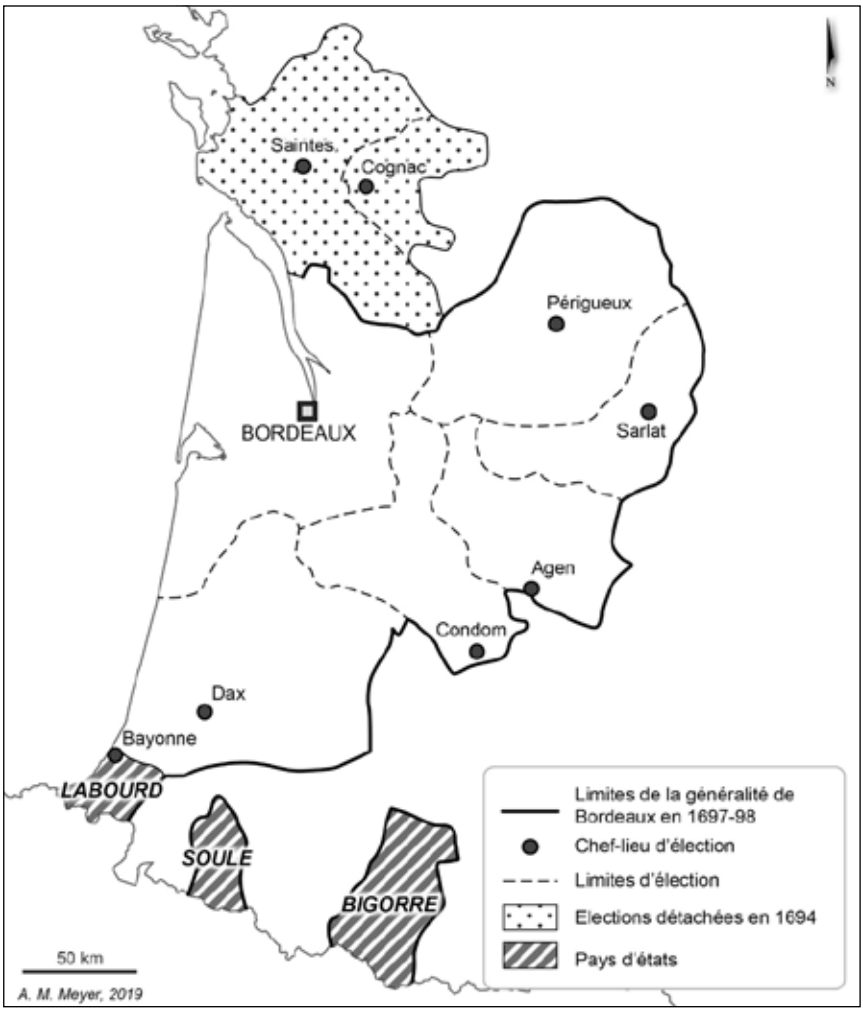
38. Le père Anselme le donne par erreur intendant de Lyon en 1684 alors qu'il s'agissait d'Anne Louis Jules Malon de Bercy. Anselme de Sainte-Marie, *Histoire généalogique*, *op. cit.*, t. VII, p. 682 ; François-Alexandre Aubert de La Chesnaye Des Bois, *Dictionnaire généalogique, héraldique, chronologique et historique contenant l'origine et l'état actuel des premières maisons de France, des maisons souveraines et principales de l'Europe*, t. V, Paris, 1761, p. 495.

39. Il s'y montre un administrateur très soucieux de faire rentrer les impayés dans les caisses du roi. Anette Smedley-Weill, *Les intendants*, *op. cit.*, p. 167.

40. Jean Boissière et Claude Michaud, *op. cit.*, p. 24.

41. Arch. Bordeaux Métropole, GG 661, acte 261.

42. Arch. nat., Minutier central, étude LI, liasse 332. Parmi ses témoins se trouvait son cousin Valentin Conrart.



La généralité de Bordeaux en 1697-1698.

L'intendant de Bordeaux à l'œuvre

Il n'est pas aisé de restituer l'action de Bazin de Bezons dans sa généralité. La correspondance avec le contrôleur général des finances conservée dans la série G[7] des Archives nationales reste générale, évoquant les problèmes de subsistance, les disettes, les accidents météorologiques, le prix des denrées, les soucis des cours souveraines. Il fait partie des magistrats en charge depuis plus d'une dizaine d'années lorsque l'enquête est lancée, à l'image de son collègue Étienne Jean Bouchu en poste, comme lui, depuis 1686 dans le Dauphiné, ou de Louis-François Dey de Seraucourt en Berry[43]. À la différence de Louis de Bernage nommé en Limousin ou de Michel-André Jubert de Bouville nommé à Orléans en 1694[44], voire de François de Paule Lefèvre d'Ormesson nommé à Riom en 1695, il a eu le temps de parcourir à plusieurs reprises sa généralité[45]. En effet, faute d'armature administrative particulièrement développée, notamment dans le domaine fiscal, les intendants se devaient de visiter régulièrement leur ressort afin de surveiller l'action des officiers de finances. La charge de travail de Bazin de Bezons devint moins lourde au printemps 1694, quand le pouvoir royal enleva les élections de Cognac et de Saintes à la généralité de Bordeaux pour les céder à celle de La Rochelle[46].

Si l'on se limite aux années de l'enquête, en 1697, après avoir passé le début de l'année à Bordeaux, Bazin partit pour Bergerac et Agen au cours du mois de juin, puis se remit sur les routes, traversa les Landes et séjourna à Bayonne et à Dax début octobre. Il passa la fin du mois en Périgord, à Bergerac, Périgueux et Sarlat, avant de revenir à Agen mi-novembre[47]. Durant le premier semestre 1698, il se rendit à Bayonne fin mai, avant d'entamer une tournée en Condomos, Agenais et Bergeracois au cours du mois de juillet[48]. Pour l'aider dans sa tâche, l'intendant pouvait compter sur le subdélégué général ainsi que sur les divers subdélégués qui étaient en place dans les petites villes de son ressort[49]. Peut-être utilisa-t-il les renseignements fournis sur les nouveaux convertis par le lieutenant de Castillon, Séverac[50]. Notables locaux, hommes instruits et curieux, ils avaient pu rédiger des notes à l'attention de leur supérieur[51]. Nous ne disposons pas,

43. Claude Michaud, *L'intendance de Berry. Édition critique des mémoires « pour l'instruction du duc de Bourgogne »*, Paris, 2001, p. 21.

44. Jean Boissière et Claude Michaud, *op. cit.*, p. 12.

45. Louis Trénard, *op. cit*., p. 121-126.

46. Alain Contis, « La vision de l'Aquitaine par les intendants de Louis XIV », dans Josette Pontet, Jean-Paul Jourdan et Marie Boisson (dir.), *À la recherche de l'Aquitaine*, Bordeaux, 2003, p. 88.

47. Arch. nat., G[7] 137, lettres n[os] 389, 403, 454, 466, 467, 470, 473 et 474.

48. Arch. nat., G[7] 138, lettres n[os] 79, 95, 98, 100, 103 et 107.

49. Sur les subdélégués de Guyenne, Louis Desgraves, « Les subdélégations et les subdélégués de la généralité de Bordeaux au XVIII[e] siècle », *Annales du Midi*, 1954, p. 143-154 ; Alain Contis, « Subdélégués et intendants de Guyenne au XVIII[e] siècle (1716-1785) », dans *Bordeaux et l'Aquitaine*, actes de colloque (L[e] Congrès d'études régionales, Bordeaux, 25-27 avril 1997), Bordeaux, 1998, p. 233-253. L'on dispose de peu d'informations sur les subdélégués actifs à la fin du XVII[e] siècle : on peut citer Étienne de Chamillac, en charge à Bergerac depuis 1668, François Ducluzel de Lachabrerie à Périgueux depuis 1686 et François de La Brousse à Sarlat à partir de 1684.

50. Anette Smedley-Weill, *Les intendants*, *op. cit.*, p. 127.

51. Malheureusement, il n'y a pas, à notre connaissance, de mémoires de subdélégués de Guyenne conservés pour cette période, comme Pierre Gouhier a pu en trouver pour l'intendance de Caen.

comme dans d'autres provinces, des éventuels pré-rapports de ces collaborateurs des intendants. Comme ses collègues des autres généralités, il pouvait également compter sur les services des membres du clergé, consulter les données collectées à l'occasion des convocations du ban et de l'arrière-ban en 1689 et 1697.

Quelques données du mémoire permettent de dater approximativement la fin de la rédaction du début de l'été 1698. L'intendant a travaillé au cours de l'hiver, il mentionne les inondations de l'Isle qui ont frappé le Périgord en février mais, surtout, il évoque de manière explicite les plus récentes nominations faites par le roi. Il mentionne le nouveau gouverneur de la province, le duc de Chevreuse, à la suite du retrait du duc de Chaulnes, le 27 mars, et surtout le nouveau procureur général, Jean Duvigier, nommé par lettres du 25 juin suivant[52]. Le mémoire a donc sans doute été envoyé à Versailles au cours du mois de juillet 1698.

Bon administrateur, mort prématurément à la tâche des suites d'une longue maladie, Bazin de Bezons laisse un volumineux mémoire. Le bilan reste pourtant en demi-teinte. Certes, Bazin de Bezons a bien montré la complexité de la généralité, partagée entre pays d'élections et pays d'états, il a mis en valeur le rôle économique de Bordeaux et de Bayonne, mais son texte souffre de trop nombreuses répétitions et il laisse le lecteur sur sa faim, notamment dans le domaine religieux où il reste évasif sur les nouveaux catholiques et lorsqu'il présente les familles nobles de la province. L'on peut aussi regretter que la partie statistique soit beaucoup moins étoffée que chez certains de ses collègues. C'est ce qui explique sans doute le jugement sévère porté par l'*Encyclopédie méthodique* où l'on peut lire que l'on « ferait bien de ne pas prendre pour modèles les mémoires sur la Guyenne, ou ceux de la Bourgogne, de M. Ferrand, alors intendant[53] ».

52. Arch. dép. Gironde, 1 B 33, fol. 105 et 107.
53. *Encyclopédie méthodique : finances*, 1787, t. VI, vol. XVIII, p. 344.